Rencontres Européennes du Social, mise en ligne du blog

En décembre dernier, se sont déroulées les Rencontres Européennes du Social, au CNAM à Paris. Cet événement a été construit et porté par les Ceméa France et ses partenaires: la FICEMÉA, les CEMÉA de Belgique et SOLIDAR. Près de 150 participant.e.s sont venu.e.s durant 4 jours, pour débattre, autours de problématiques sociales. Afin de partager la richesse des contenus et de permettre la poursuite de la réflexion et des débats, le comité d'organisation a souhaité laisser des traces en proposant un blog. Celui-ci permet de retrouver les enregistrements des tables rondes et des conférences, des images, des présentations des ateliers de partage d'expériences, mais aussi quelques textes écrits par le comité d'organisation, à l'issue des rencontres. Pour se rendre sur le blog cliquez ici

Jean-Luc CAZAILLON

Le partenariat mondial face au financement de l’éducation

Par les Ceméa France

Analyse

Les CEMEA France sont investis au sein de la coalition Education (collectif français qui soutient l’accès à l’éducation dans le monde). L’engagement et la ténacité de la coalition ont porté leurs fruits la conférence du plan mondial de l’éducation qui s’est tenue à Dakar le 2 février 2018. Le président français, lors de la conférence de financement du Partenariat Mondial pour l’Education (PME) a annoncé une contribution de 200 millions d’euros (240 millions de dollars) pour la période 2018-2020. la France multiplie donc de 10 fois le montant versé lors du triennal précédent. Cet engagement marque une avancée considérable pour l’aide française à l’éducation et sa priorisation dans la politique de coopération internationale.

Par ailleurs la Présidente de la Campagne Mondiale de l’Education a présenté les grandes lignes de la déclaration de la société civile pour cette conférence. Deux points importants qui marqueront les futures mobilisations concernant le financement de l’éducation dans le monde :

- La lutte contre la marchandisation de l’éducation.
- La justice fiscale comme moyens de financer l’éducation dans l’avenir.

Depuis maintenant 5 ans, la FICEMEA et ses membres sont engagés dans cette lutte et réalisent, depuis deux ans, un travail de plaidoyer important au sein du réseau francophone contre la marchandisation de l’éducation .

La déclaration de la Présidente confirme la pertinence de nos

analyses et renforce la nécessité de continuer cette mobilisation collective pour défendre notre conception de l'éducation, vecteur de transformation et de justice sociale.

Communiqué de presse de Coalition Éducation

200 millions d'euros attribués par la France au Partenariat mondial pour l'éducation : la mobilisation a porté ses fruits

2 février 2018, Dakar (Sénégal) – Aujourd'hui, la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) s'achève à Dakar sur une bonne note : la France a annoncé une contribution de 200 millions d'euros (240 millions de dollars) pour la période 2018-2020. Elle multiplie de 10 fois le montant versé lors du triennal précédent. Cet engagement marque une avancée considérable pour l'aide française à l'éducation et sa priorisation dans la politique de coopération internationale

Les pays donateurs ont annoncé une contribution totale de 2,3 milliard de dollars au PME pour les trois prochaines années : un bilan plutôt positif pour cette conférence. Le PME avait émis une demande de financement à hauteur de 3,1 milliards de dollars pour la période 2018-2020 aux différents donateurs afin de mettre en œuvre ses programmes d'appui aux gouvernements partenaires.

La France se place dans le classement des quatre plus importants contributeurs au PME au côté de l'Union européenne (287 millions d'euros), du Royaume-Uni (254 millions d'euros) et de la Norvège (210 millions d'euros) pour la période 2018-2020.

Pour la première fois dans l’histoire du PME, un pays africain, le Sénégal, a également annoncé une contribution au Fonds de 2 millions de dollars. La tenue de la conférence dans un pays partenaire et cette annonce marquent un symbole fort pour un partenariat mondial en faveur l’éducation pour toutes et tous.

Selon la Coalition Education :

« *La conférence d’aujourd’hui s’est traduite par une annonce de la France à la hauteur des attentes de la société civile de 200 millions d’euros pour le PME que nous saluons. Nous espérons que cela permettra d’encourager les bailleurs n’ayant pas encore présenté leur contribution à prendre des engagements financiers forts en faveur du PME. A maintes reprises Emmanuel Macron a affirmé que l’éducation est la priorité de l’aide française au développement. L’annonce d’aujourd’hui est une étape marquante dans cette direction. Pour que la France devienne un partenaire crédible du PME, ce soutien financier devra être suivi d’engagements politiques concrets au sein des instances du Fonds afin que les priorités soient mises sur les besoins les plus importants. Bien que le PME joue un rôle essentiel dans le développement et le renforcement des systèmes éducatifs dans les pays aux besoins les plus urgents, l’explosion mondiale des inégalités d’accès à l’éducation de qualité et les menaces liées aux crises doivent être appréhendées par une complémentarité des aides multilatérales et bilatérales. Depuis des années, l’aide bilatérale à l’éducation de la France ne cible pas les besoins les plus importants avec des montants insuffisants alloués à l’éducation primaire et secondaire notamment en Afrique subsaharienne. Aujourd‘hui, le Président a annoncé 100 millions d’euros pour l’aide bilatérale à l’éducation, avec une priorité pour les pays du Sahel. Nous veillerons à ce que dans le cadre de la loi de finances 2019 ces 100 millions représentent une augmentation par rapport aux montants actuels et soient entièrement alloués, sous forme de dons, à*

l'éducation de base dans les Etats aux structures de gouvernance les plus fragiles avec une priorité pour l'éducation des filles. Au-delà des montants bruts, la France doit également clarifier certaines questions sur les financements qui peuvent influencer très concrètement la portée des engagements : part des prêts, additionnalité, fléchage ou pré-affectation, engagement à augmenter les contributions dans le temps. »

Retour sur la mobilisation

La Coalition Education, avec ses partenaires, s'est mobilisée ces derniers mois pour que la France augmente considérablement son soutien financier au PME qui atteignait tout juste 17 millions d'euros depuis 2014. L'annonce d'aujourd'hui est le résultat d'un plaidoyer sans relâche des organisations de la société civile, à destination des décideurs, des parlementaires et du grand public. La mobilisation de la société civile a permis d'atteindre (quasiment) notre objectif de 300 millions de dollars (254 millions d'euros) au PME pour la période 2018-2020.

La question du financement de l'éducation devra être au cœur des discussions du prochain G7, les 8 et 9 juin 2018. Cette rencontre offre l'opportunité de se montrer à la hauteur des enjeux sur l'éducation et la solidarité internationale. La Coalition Education restera mobilisée, aux côtés de nombreuses organisations, pour rappeler aux dirigeant.e.s leurs engagements.

Coalition Education – www.coalition-education.fr

Contact – Léa Rambaud – 06 01 00 04 74

Révolution Éducation 1918-1939 : Documentaire sur l’histoire de l’éducation nouvelle

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, des pédagogues d’un nouveau genre forment le projet révolutionnaire de changer le monde en faisant évoluer l’école.

Dans une Europe traumatisée par la Première Guerre mondiale, des pédagogues désignent le coupable : l’école, qui a fabriqué de “braves soldats”. Il convient désormais de construire la paix et d’élaborer une éducation nouvelle pour une génération d’enfants qui, espère-t-on, ne fera plus jamais la guerre. Comment les éduquer sans surveiller et punir ? Comment les aider à s’émanciper ? Rendre l’enfant heureux, c’est faire de lui un adulte meilleur, estiment ceux qui se lancent dans l’aventure. Ils se nomment Rudolf Steiner, Maria Montessori, Célestin Freinet, Alexander S. Neill, Ovide Decroly, Paul Geheeb ou Janusz Korczak, chacun d’eux inventant des méthodes d’éducation. Un pédagogue suisse, Adolphe Ferrière, les réunit au sein de la Ligue internationale de l’éducation nouvelle.

Essor et déclin

En Europe, les écoles nouvelles mettent au cœur de leurs préoccupations l’autonomie, l’éducation mixte, l’apprentissage par les sens, le contact avec la nature et le sport, qui se pratique souvent nu, notamment en Allemagne où le naturisme est en vogue. Mais les conceptions s’affrontent. Faut-il une

éducation pour l'élite ou pour le plus grand nombre ? Faut-il laisser toute liberté à l'enfant ou introduire la discipline ? L'élève échappe-t-il à tout programme, fut-il émancipatoire ? Le rêve de l'école nouvelle s'effondre avec la montée des idéologies totalitaires dans les années 1930. À partir d'archives rares, le film raconte l'histoire d'un combat pour le progrès humain, qui s'est construit puis brisé sur les idéologies du XXe siècle, mais dont l'héritage perdure.

Réalisatrice : Joanna Grudzinska
Auteurs : Joanna Grudzinska, Léa Todorov
Producteurs : Les Films du poisson, ARTE FRANCE
Nationalité : France

Pour plus d'information : http://boutique.arte.tv/f11245-revolution_ecole_1918_1939

Séminaire "la jeunesse euro-méditerranéenne, son engagement et sa participation"

L'association nationale des CEMEA France a organisé du 29 octobre au 2 novembre 2016 à Rabat (Maroc), en partenariat avec l'association marocaine des petits débrouillards, un séminaire sur la thématique de "la jeunesse euro-méditerranéenne, son engagement et sa participation"[1].

Il a réuni soixante acteurs de jeunesse de 13 organisations, issues de 9 pays européens, du Maghreb et du Proche-Orient. De nombreux membres de la Fédération internationale des Ceméa étaient présents : la Fédération Italienne des CEMEA, L'Associations les Amis du Bèlvédère (Tunisie), Le Clube Intercultural (Portugal), Graine de paix (Algérie), Dock Europe (Allemagne) et l'Association de Coopération pour la Paix (Espagne).

Cette rencontre poursuivait les objectifs suivants :

– Identifier les actions permettant de toucher les jeunes, Identifier les actions à mener pour une plus grande diversité et toucher les jeunes qu'on ne voit pas (NEETS),

– Echanger sur nos pratiques dans l'accompagnement des jeunes dans l'engagement,

– Construire des passerelles entre nos actions pour proposer des parcours européens et internationaux d'accompagnement des jeunes,

– Découvrir le tissu associatif marocain.

Il s'est articulé autour de différentes activités tels que des ateliers sur la jeunesse d'une part, portant sur les thèmes :

- Jeunesse et insertion
- Travail social,
- Jeunesse et médias,
- Jeunesse et migration/mobilité,
- Jeunesse et engagement,

D'autre part, nous avons organisé des ateliers d'échanges de pratiques sur des actions portées par les différentes organisations en présence, portant sur :

- La formation des acteurs à l'éducation interculturelle,
- Le volontariat : nos pratiques d'accueil, d'envoi, la reconnaissance de l'éducation non formelle,

- La formation des cadres associatifs comme structuration de la société civile,
- Les séjours internationaux de jeunes et la solidarité internationale.

Des visites de structures locales ont permis la rencontre des participants avec des acteurs de jeunesse marocains, des associations et des Fondations : Migrant Occident, le Carrefour associatif, le REMAJEC[2], le Le groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants [3], Sala Al Mostaqbal, AMSAT[4], IFAD[5].

Enfin, un temps de synthèse a permis de travailler à des préconisations sur l'accompagnement des jeunes, sur les actions à développer au sein du réseau de partenaires, cela particulièrement dans l'espace euro-méditerranéen.

Les productions issues des travaux seront prochainement diffusées.

Les principaux impacts concernaient d'une part les associations participantes, qui ont pu réfléchir à l'amélioration de l'accueil et de l'accompagnement des jeunes en leur sein, en diversifiant leurs méthodes, en imaginant des espaces de reconnaissance. Il s'agissait d'autre part de réfléchir au développement des compétences des jeunes touchés par les activités des organisations, pour leur permettre de s'engager dans d'autres espaces citoyens (auprès d'autorités locales, syndicats …). Auprès des autorités nationales et européennes, nous souhaitions promouvoir l'implication citoyenne des jeunes dans la société, soutenir une approche positive de la jeunesse basée sur un sentiment de solidarité entre générations et entre les peuples, participer à la construction d'analyses au niveau européen et international, tenant compte des interactions entre les pays et les continents.

Le pôle Europe et International des Ceméa France

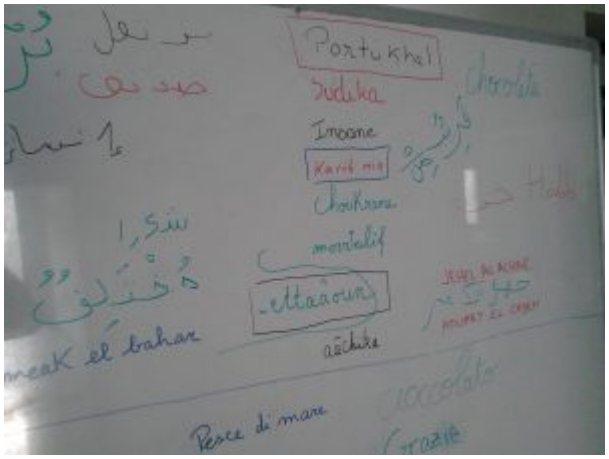
[1] Ce projet est financé par le programme Erasmus +

[2] Le Réseau Marocain de Jeunesse et de Concertation

[3] Le groupe antiraciste de défense et d’accompagnement des étrangers et migrants

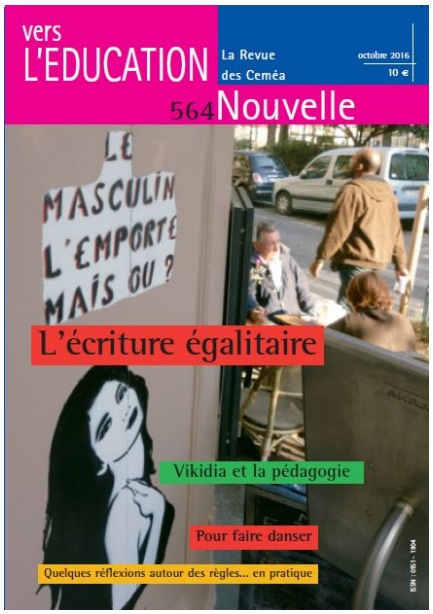
[4] Association Marocaine d’Aide et de Soutien aux personnes Trisomiques

[5] Institut de Formation des agents de développement



Dossier de la revue “Vers l’Education Nouvelle” consacré à l’écriture égalitaire

Par les Ceméa France



Des tentatives graphiques et orthographiques d'une prise en compte plus égalitaire du féminin dans l'écriture ont fleuri ici et là, plus souvent sur les talus de la contre-culture activiste et sensibilisée que dans les allées des jardins de l'Académie française il faut bien le dire. Parenthèses, tiret, point, E majuscule… ont été essayé.e.s pour rendre visible le féminin dans une phase de créativité tous azimuts, laissant libre cours à chacun de choisir l'élu(e), l'élu-e, l'élu.e, l'éluE… de son cœur.

En novembre 2015, le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh)[1] a publié un *Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe*. Il y préconise, notamment, l'usage du féminin et du masculin dans les messages adressés à tous et toutes : « *Pour que les femmes comme les hommes soient inclus.e.s, se sentent représenté.e.s et s'identifient.* » En annexe du guide, deux pages se risquent même à jouer sur les pelouses de l'Académie française en faisant des propositions orthographiques, ouvrant ainsi la voie à une certaine harmonisation graphique.

La publication de ce guide n'est pas un acte anodin. Il est un pas supplémentaire sur la route, longue et difficile, d'une égale prise en compte des femmes et des hommes dans la langue française, mais plus largement dans le combat pour l'égalité. A ce sujet, lors de la ratification de ce guide par le Conseil économique, sociale et environnementale le 25 mai 2016[2], Danièle Bousquet, présidente du HCEfh, déclarait : *Le langage est politique et les représentations du monde et des êtres qui le peuplent sont tout sauf neutres dans le regard et dans la pensée de nos concitoyennes et concitoyens et in fine dans la persistance des inégalités. […] Nous touchons là à un sujet très important, voire presque tabou. La question du langage,*

comme la question de la parité, c'est une affaire de pouvoir. Les deux renvoient à la manière dont s'est construite la République française en excluant les femmes. […] Être rigoureux quant à l'utilisation des règles de notre langue n'exclue en aucune manière d'user du langage dans toute sa plénitude, sans avoir à tirer un trait sur la moitié de l'Humanité. C'est pourquoi aujourd'hui notre langue doit refléter l'une des plus grandes révolutions démocratiques qui traverse notre société : l'avènement des femmes comme des égales, comme des citoyennes à part entière.

Si l'initiative du HCEfh n'a pas force de loi en matière linguistique, elle n'en émane pas moins d'une institution de la République. Elle vient à la suite de l'accélération des usages des formes féminines des noms de métiers, encouragée et reconnue par deux circulaires de premiers ministres en 1986 puis en 1998. Ces approches volontaristes se heurtent, alors, souvent aux usages qu'ils froissent, aux conservatismes solidement ancrés et transmis, et sont parfois traités sur le mode de l'ironie quand ce n'est pas celui de la raillerie d'inspiration machiste.

Mais aussi utiles que soient les actes réglementaires pour faire avancer une question, ils ne remplacent pas le débat pour faire cheminer les esprits, pour avancer vers un nécessaire consensus pour ce qui constitue un élément fort du commun d'une nation : sa langue. C'est pourquoi dans ce dossier consacré à l'écriture égalitaire, nous avons voulu faire une place aux échanges. Des points de vue variés, contrastés s'expriment. Parce que la question chemine, questionne, convainc, séduit, agace, énerve dans le pays… et dans notre mouvement.

Cette question est portée dans notre mouvement par différentes associations régionales mais aussi par des groupes thématiques de militant.e.s notamment le groupe national Genre et égalité qui œuvre pour l'égalité femme-homme. Celui-ci a contribué à faire connaître et réfléchir sur la langue égalitaire lors des

formations qu'il propose, mais aussi lors d'événements nationaux. A ces occasions, nous pouvons constater qu'il existe un relatif consensus quant au bien-fondé de l'écriture égalitaire qui se heurte aussitôt à une contradiction, à travers l'expression suivante : « utiliser l'écriture égalitaire oui… mais pas moi. »

Pour ce qui concerne notre revue, *Vers l'éducation nouvelle*, le comité de rédaction s'est donné comme règle de conduite de laisser, désormais, aux auteur.e.s qui le souhaitent la possibilité de publier un texte écrit selon les recommandations du HCEfh. Déjà, en avril 2012, la revue évoquait ce sujet à l'occasion d'un dossier consacré à L'éducation à la parité, à la mixité et au Genre : « *Depuis quelques temps, un débat existe autour de l'usage de l'écriture dite « épicène » dans les mouvements pédagogiques et d'Éducation populaire. Les militant-e-s et acteur-trice-s éducatifs s'emparent de cette question politique et linguistique. […] Nous avons estimé qu'utiliser une écriture dite « épicène » uniquement à l'occasion de ce dossier sous prétexte qu'il parle spécifiquement d'égalité femme-hommes serait inefficace, voire hypocrite.* » On mesure déjà les évolutions à l'œuvre en quelques années, plus que d'écriture « épicène » ou « féminisée », nous préférons le terme d'écriture égalitaire, le point a été préféré au tiret et il s'agit de proposer cette option graphique de manière continuée. S'essayer à la langue égalitaire n'est-ce pas là un acte à la portée de chacun.e et de tous.tes, une façon de militer concrètement pour l'égalité femme-homme.

Bien évidemment, ce n'est pas à l'échelle de notre mouvement qu'il faudra mesurer l'avancée et la pertinence d'un tel processus. C'est dans les actes du quotidien que se mesurent les évolutions : à la maison, au travail, dans les actes administratifs… à l'école bien sûr… au centre de loisirs, au sport… Les tentatives de l'avant-garde, aussi éclairée fût-elle, ne présagent pas de la popularisation d'une pratique,

dans un domaine, la langue, où les évolutions peuvent être aussi lentes que les modes fulgurantes.

Anne Sabatini et Laurent Michel

[1] -Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a été créé par décret du président de la République le 3 janvier 2013. « Il a pour mission d'assurer la concertation avec la société civile et d'animer le débat public sur les grandes orientations de la politique des droits des femmes et de l'égalité ». Il contribue à l'évaluation des politiques publiques qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes en assurant l'évaluation des études d'impact des lois, en recueillant et diffusant les analyses liées à l'égalité et en formulant des recommandations, des avis au Premier ministre. http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr

[2] – Le Cese est la première assemblée constitutionnelle à signer une convention d'engagement avec le HCEfh. Il rejoint ainsi le Ministère de la Justice, la Région Bretagne, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), l'ENS Rennes, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Sciences Po Toulouse, l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le CNFPT, l'ONISEP, Universcience…

2017 : Première « biennale internationale de l'Éducation Nouvelle »

L’éducation nouvelle : un projet, des va

La question de la pédagogie est aujourd’hui, plus que jamais, au centre des enjeux de nos pays. Nous le savons, toutes les pédagogies ne se valent pas ! Parmi les différentes approches, les différentes conceptions de l’Éducation, c’est celle de l’Éducation Nouvelle à laquelle nos associations se réfèrent depuis toujours.

Depuis quelques mois, les CEMEA France (Centres d’Entrainement aux Méthodes d’Education Active), le GFEN (Groupe Français d’Education Nouvelle), l’ICEM-Pédagogie Freinet (Institut Coopératif de l’Ecole Moderne), la FESPI (Fédération des Etablissements Scolaires Publics Innovants), le CRAP-Cahiers Pédagogiques (Cercle de Recherche et d’Action Pédagogiques) et la FICEMEA (Fédération Internationale des CEMEA) sont engagés dans la préparation de la première Biennale Internationale de l’Éducation Nouvelle.

Ouverte aux militantes et aux militants de nos différents mouvements, cette Biennale se déroulera du 02 au 05 novembre 2017 à Poitiers. Elle a vocation à rassembler et faire se rencontrer des praticiens de l’Éducation Nouvelle, issus de nos différents champs d’intervention (école, péri-scolaire, animation, loisirs, travail social, petite enfance, jeunesse, culture, …) afin de démontrer que l’Éducation nouvelle fait encore partie de notre quotidien et que si nos références s’inscrivent dans l’histoire même de l’Éducation, elles sont encore d’une incroyable modernité.

Les pratiques de nos associations se réfèrent à l'Éducation Nouvelle. C'est ainsi que nous mesurons chaque jour davantage la pertinence de notre projet politique. Nos principes, nos valeurs mais aussi nos actions quotidiennes agies dans un contexte sociétal complexe, témoignent chaque jour de notre capacité à inventer des réponses adaptées aux besoins des publics que nos actions concernent. Agir, ici et ailleurs, en France, en Europe et dans le Monde, la transformation sociale par l'Education Nouvelle reste donc un projet ambitieux, captivant, mobilisateur !

De profondes mutations sont à l'œuvre aujourd'hui en France, en Europe et plus largement dans le monde. Résistant à la montée de puissantes idéologies basées sur l'exclusion, la ségrégation, le racisme, nos mouvements affirment de nouveau leur combat pour les valeurs de la laïcité, de la démocratie, de la fraternité, de la solidarité et des droits humains. Au-delà des frontières, ils soutiennent l'émergence d'un monde et d'une Europe solidaires. Ils s'engagent pour construire, par l'éducation, une Europe sociale et politique, une Europe des peuples, et s'impliquent dans l'organisation d'une société civile européenne visible et audible. Les postulats de la confiance, de la considération de l'autre deviennent alors éminemment politiques quand ils constituent le socle même de toute action éducative.

Luttant contre la marchandisation de l'Éducation, nous agissons au quotidien pour amplifier nos capacités à inventer, à créer des modes d'intervention originales en dehors des logiques préétablies du marché. Nous construisons des stratégies porteuses d'émancipation et de développement mobilisant et rassemblant toujours plus de militantes et de militants placés au cœur de l'action pour porter le projet politique de l'Éducation Nouvelle,

Mettre l'éducation active, la pédagogie, au cœur d'un espace collectif de réflexion, de partage d'expériences et d'échanges, telles sont donc les ambitions de ces premières

biennales de l’Éducation nouvelle.

C’est pour cela que la FICEMEA ne pouvait pas ne pas être associée à ce projet, c’est pour cela qu’il est nécessaire que nous nous mobilisions pour participer à cette initiative.

JL CAZAILLON

Directeur général des Ceméa France

Présentation de la Biennale :

Francais-lettre-d’invitation

Espagnol-lettre-d’invitation

Arabe-lettre-d’invitation

Portugais lettre d’invitation

Anglais-lettre-d’invitation

Congrès des Ceméa France

Les Ceméa France organiseront à Grenoble du 19 au 23 août 2015 leur 11ème congrès qui réunira plus de 800 militantes et militants. Le congrès est l'espace de débats qui contribue tous les cinq ans à l'actualisation et à l'évolution du projet associatif du mouvement Français.
Dans la France d'aujourd'hui, engagée dans de profondes réformes de société et à la veille de grandes évolutions structurelles, les Ceméa souhaitent témoigner de leurs capacités à renforcer les dynamiques solidaires, les liens du sens quand ils font la preuve par ailleurs de leurs capacités à considérer les Territoires comme autant d'espaces singuliers.
Ce congrès devra permettre d'analyser l'environnement et ses grandes mutations. Il s'agira de mesurer l'impact des actions d'aujourd'hui pour mieux agir demain, en valorisant, en recherchant les leviers de leur propre développement. Enfin, ce congrès devra permettre d'envisager ce que seront les Ceméa de demain, en débattant des pistes, des propositions et des réflexions sur les espaces à investir et les perspectives d'évolution de notre mouvement.
Le congrès de Grenoble devra donc contribuer à inscrire le mouvement dans une dynamique prospective en phase avec les grands enjeux du monde d'aujourd'hui.

Informations

L'équipe du Pôle Europe et International des CEMEA France s'agrandit. En effet, deux nouvelles personnes ont rejoint l'équipe jusqu'à fin août. Vous trouverez ci-dessous, l'organisation du pôle complété avec ces nouvelles personnes :

• Isabelle Palanchon : responsable du Pôle Europe et International
isabelle.palanchon@cemea.asso.fr
• Flavien Degoulet : chargé de mission Jeunesse Mobilité
flavien.degoulet@cemea.asso.fr
• Delphine Léger : chargé de mission Volontariat et coopération
delphine.leger@cemea.asso.fr
• Sofiane Fahrha : en charge des activités éducation interculturelle
sofiane.fahrha@cemea.asso.fr
• Skaiste Masalaityte : en charge d'une recherche sur la Laïcité
skaiste.malaityte@cemea.asso.fr

Gisèle de Failly

Quelques réflexions sur le besoin d'expression

les principes qui guident l'action

Gisele De Failly Les vacances collectives et l'éducation nouvelle

origines et idées de bases de l'EN II

texte et idées de bases de l'EN DeFailly

Mobilisation européenne, La Ligue des jeunes électeurs

Devant le très faible taux de participation des jeunes aux dernières élections européennes, et dans le cadre de l'année européenne des citoyens, l'Union européenne propose de soutenir des campagnes de mobilisation et de sensibilisation auprès des jeunes sur les questions de politiques de jeunesse et de citoyenneté.

Dans ce cadre, le Forum européen de la Jeunesse, dont le Cnajep est membre, a décidé de lancer la « Ligue des jeunes électeurs ».

La « Ligue des jeunes électeurs » visait à :

• Renforcer la participation des jeunes aux élections européennes de 2014.

• Favoriser la prise en compte des questions de jeunesse dans les débats et les campagnes au niveau européen et national. Dans le cadre de la Ligue des Jeunes Electeurs, le Cnajep, au niveau national et local, propose « de débattre et d'agir avec et pour les jeunes » afin de :

• promouvoir la citoyenneté active des jeunes, en général, et leur citoyenneté européenne en particulier ;

• agir pour la paix, la solidarité et la tolérance entre les jeunes, notamment en vue de renforcer la compréhension mutuelle entre jeunes de différents pays partenaires européens ;

• favoriser la prise en compte des questions de jeunesse dans les programmes défendus par les candidats à l'élection européenne de 2014.

Le projet porté par le Cnajep dans le cadre de la « Ligue des

Jeunes Electeurs » vise plus spécifiquement à :

• développer les connaissances des jeunes et contribuer à la formation des travailleurs de jeunesse (dans un objectif de démultiplication) sur les institutions européennes, leur fonctionnement et l'importance du vote aux élections européennes ;

• permettre aux jeunes de réfléchir à leur citoyenneté (au-delà du vote) et plus particulièrement sur ce que représente pour eux la citoyenneté européenne ;

• permettre aux jeunes d'échanger sur différents enjeux de la construction européenne (l'Europe économique, l'Europe politique, l'Europe sociale, l'Europe de la diversité culturelle, l'Europe forteresse…) et de réfléchir à un avenir commun.

Les CEMEA France se sont inscrit dans cette dynamique.

Pour renforcer l'intérêt et la connaissance de la jeunesse sur les questions européennes, les Ceméa ont organisé dans 3 régions de France, avec leurs partenaires locaux, une quinzaine de « cafés pédagogiques » participatifs, construits avec et pour les jeunes et basés sur des témoignages d'expériences.

Ces actions ont permis de créer des espaces de rencontre pour parler d'Europe autrement, en s'appuyant sur des échanges entre pairs. Les personnes intervenant dans ces espaces« Agora » n'étaient donc pas uniquement des experts mais bien les témoins d'un vécu dans lequel ont pu se retrouver les publics ciblés.

Ainsi, jeunes et travailleurs de jeunesse (associations et mouvements d'éducation populaire, missions locales, centres de formations et d'apprentissage, Maison de l'Europe, etc.) ont été les acteurs de ces rencontres. Les thématiques abordées dans ces cafés pédagogiques ont porté sur différents enjeux

liés à la notion de citoyenneté européenne : mobilité, diversité culturelle, Europe politique, Europe sociale, l’Europe et le monde, etc. Les interventions et les témoignages ont pu ouvrir la voie aux discussions et débats sur le rôle de l’Europe et la place que la jeunesse y occupe.

Ces cafés ont duré de quelques heures à une journée (dans le cadre d’évènements plus larges). On estime le nombre de participants à près de 1 300, qui ont pu élargir leurs connaissances sur l’Europe, se forger une analyse sur certaines thématiques, échanger leurs expériences, contribuant à développer leur sentiment d’appartenance à une citoyenneté européenne.

Pour plus d’information contactez Flavien Degoulet,

email : flavien.degoulet@cemea.asso.fr

Vous pourrez retrouver le web documentaire en Mars sur le site des CEMEA France Conférence des OING du Conseil de l’Europe Structuration de la conférence des OING .